

à Irapuato, et finalement au quartier du général Linan, non loin de Los Remedios. La nouvelle de sa translation parvint aussitôt aux oreilles de Torrès. Plusieurs officiers de Mina, retenus par le généralissime sous le prétexte de fortifier son refuge, voulurent tenter un coup de main contre le camp ennemi, surprendre les Espagnols et enlever Mina dans la confusion d'une attaque inattendue. Deux cents hommes s'offrirent pour les seconder ; mais Torrès, pensant que le jeune chef navarrais devenu libre chercherait à se venger de ses perfidies ou le déposéderait de l'autorité dont il était indigne, s'opposa formellement à l'exécution de ce projet.

Informé de la capture de Mina, le vice-roi dépêcha aussitôt l'ordre de le fusiller. Le 11 novembre 1817, un peu plus de six mois après son débarquement, n'ayant que vingt-huit ans, ce noble guerillero fut conduit au lieu de l'exécution. Il ne se plaignit point de sa destinée ; il regretta seulement de n'être pas arrivé un an plus tôt au Mexique, où ses services auraient été plus efficaces et plus appréciés. Conduit à l'endroit fatal, il recommanda aux soldats de bien viser ; puis il ajouta : — « Ne me faites pas souffrir ! » Torrès entendit peut-être la détonation des balles sous lesquelles tombait le plus vaillant défenseur de l'indépendance mexicaine.

Cette jalousie stupide, cette haine aveugle, cette ingratitude révoltante des Mexicains envers les étrangers qui venaient consacrer leur vie, leur talent et leur énergie au bien-être, à la gloire du Mexique, frappent douloureusement ceux qui connaissent l'histoire de ce pauvre peuple et de ce malheureux pays. Un sentiment de justice, sinon de reconnaissance, aurait dû faire écrire en lettres d'or les noms de Mina, Arago, Woll dans l'histoire du Mexique, écrites par des Mexicains : c'est en vain que je les ai cherchés ; on ne les trouve pas. Ne sont-ils point étrangers ?

La chute de Sombrero et la mort de Mina excitèrent les Espagnols à poursuivre vigoureusement les derniers vestiges de l'insurrection. Jusqu'alors ils n'avaient pas attaqué, d'une manière sérieuse, la forteresse de Los Remedios,

perchée comme un nid d'aigle sur les cimes escarpées et voisines de Tepeaca. Enflés par leurs succès, ils vinrent au nombre de six mille hommes de toutes armes en commencer le siège. Vers la fin de l'année, les deux mille soldats qui composaient la garnison de Los Remedios avaient épuisé leurs vivres. Les assiégés ne voulant pas voir se renouveler les souffrances endurées par les défenseurs de Sombrero, et ne pouvant songer à capituler avec un ennemi qui massacrait ses prisonniers, se décidèrent à évacuer la place. L'évacuation fut fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1818. Durant le siège les sentinelles des indépendants avaient l'habitude de s'appeler mutuellement à haute voix pendant la nuit pour se tenir éveillées. Le colonel Naboia fit cesser cette coutume aussitôt que l'évacuation fut résolue. L'ennemi n'entendant plus le cri des sentinelles en conclut que la garnison se préparait à la retraite ; il prit immédiatement des mesures en conséquence. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> janvier, Torrès, à la tête de l'avant-garde, descendit le premier les sentiers bordés de précipices qui regardent Pensicola, d'autres détachements le suivirent, mais les difficultés du chemin, surtout pendant la nuit, étaient telles que la marche ne s'effectuait qu'avec une extrême lenteur, et, lorsque les Espagnols attaquèrent les fugitifs, la moitié de la garnison, les femmes, les enfants, les malades et les blessés se trouvaient encore dans la forteresse. Ici, la plume se refuse à décrire les scènes de désordre, de désespoir et de carnage dont furent témoins ces montagnes arides, sillonnées de ravins et de précipices dans lesquels roulèrent des centaines de victimes, fuyant les baïonnettes espagnoles qui les entouraient d'un cercle de fer et de feu. Au point du jour les royalistes fouillèrent chaque rocher, chaque buisson et mirent à mort, sans distinction d'âge ni de sexe, tous ceux qu'ils trouvèrent. Alors il se passa des scènes de barbarie auxquelles l'imagination n'ose s'arrêter !

La destruction de Los Remedios termina l'insurrection dans la Nouvelle Espagne. Les Espagnols crurent avoir

éteint à tout jamais l'incendie allumé par Hidalgo; ils se trompèrent; leurs cruautés avaient attisé dans le cœur de tous les Mexicains une haine qui existe encore. La révolution de 1810 avait dégénéré en banditisme, mais le Mexique n'attendait plus pour se soulever de nouveau que l'occasion de proclamer l'indépendance avec des garanties d'ordre et de régularité, sans lesquelles la liberté n'est qu'un songe éphémère.

Torrès s'échappa, ainsi qu'un certain nombre de ses soldats; il se réfugia d'abord à Penjamo, puis finit par disparaître de la scène, et l'on ne sut jamais où ni quand il mourut. Ses lieutenants, dispersés, fugitifs, sans armée rentrèrent, dans le néant d'où ils étaient sortis. Le congrès institué par Torrès se dispersa de lui-même. Un autre congrès, composé de cinq membres, le destitua de ses titres et fonctions de généralissime. Des treize compagnons de Mina qui avaient survécu à leur chef, l'un, Adrien Woll, avec le grade de lieutenant-colonel gagné à l'affaire de Peotillos, était à Soto la Marina, commandant cette place; Jean Arago, avec le grade de général, resta au Mexique. Tous les deux eurent leurs brevets légalisés sous Iturbide et nous les verrons bientôt à l'œuvre.

La constitution de 1812, proclamée dans la péninsule, puis dans les colonies par la volonté des Cortès, fit plus pour la séparation du Mexique de l'Espagne que la révolution armée des patriotes mexicains. Elle avait conféré des droits électoraux à toute la population blanche des possessions espagnoles. Les indépendants, sentant leur supériorité sur ce terrain, écartèrent tous les Espagnols dans leurs élections. Sur six cent cinquante-deux élections à faire pour les municipalités et d'autres emplois, il n'y eut pas un seul Castillan élu. Les choix tombèrent exclusivement sur les patriotes plus ou moins notoires. Les délits politiques devinrent par ce fait difficiles à punir. La liberté de la presse, introduite par la constitution dans un pays qui ne l'avait jamais connue, avait développé l'esprit d'indépen-

dance d'une manière fabuleuse. Le dogme de la souveraineté du peuple une fois proclamé, la métropole avait déchiré ses titres de souveraineté qu'elle tenait par droit de conquête. On ne fait jamais de concessions stériles aux peuples; quand ils arrachent au pouvoir un principe, une liberté, il est inutile de chercher plus tard à les leur reprendre. Aussi, lorsque les autorités royales suspendirent la constitution de 1812, en Espagne comme au Mexique, le mal était fait, un abîme séparait la Nouvelle Espagne de la mère patrie; la séparation effective n'était plus qu'une affaire de temps.

En 1820, Ferdinand VII, voyant ses colonies lui échapper, organisa dans l'île de Léon une expédition formidable, sous les ordres de l'ex-vice roi Calleja, devenu comte de Calderon, à la suite de sa victoire contre Hidalgo. L'armée expéditionnaire devait opérer sur les rives de la Plata. Parmi les principaux officiers de cette armée il s'en trouvait plusieurs imbus des idées de la révolution française, d'où était née la constitution des Cortès. Ces officiers, poussés par le colonel Riego commandant le bataillon des Asturies, cantonné près de Séville, se soulevèrent avec leurs régiments et finirent par rétablir la constitution de 1812. La conspiration de Riego — 1<sup>er</sup> janvier 1820 — eut un contre-coup terrible au Mexique pour le parti gachupine, Ferdinand VII subit de fort mauvaise grâce cette réaction démocratique; on affirme même qu'il eut l'intention de se retirer au Mexique, croyant y être plus en sûreté qu'en Espagne. Le vice-roi Apodaca, ennuyé de remettre en vigueur une constitution qu'il avait abolie avant le décret royal, ne savait à quoi se résoudre. Le haut clergé mexicain, les grands propriétaires, le haut commerce, en un mot tout ce qu'on pouvait appeler l'aristocratie du Mexique, vit avec déplaisir le roi proclamer une seconde fois la souveraineté du peuple. Ce parti, craignant le progrès des libertés, les innovations dangereuses de la Péninsule et la fureur démagogique des Cortès, délibéra sur les moyens de se préserver du torrent réformateur débordé

à Madrid. De tous les côtés on ne voyait que des assemblées clandestines dans lesquelles on conspirait pour un nouvel ordre de choses. Il est plus facile d'imaginer que de décrire la confusion d'idées dont le Mexique fut alors le théâtre.

Les Espagnols et leurs adhérents voulaient qu'on adoptât la constitution; les uns avec, les autres sans modification. D'autres soupiraient après l'ancien gouvernement absolu qui leur garantissait les emplois lucratifs qu'ils exerçaient d'une manière despotique. Les Mexicains aspiraient à l'indépendance, mais ne s'accordaient ni sur la manière de l'établir, ni sur la forme du gouvernement qu'on devait adopter. Les uns désiraient commencer par exterminer les Espagnols et confisquer ensuite leurs biens; d'autres, moins sanguinaires, se seraient contentés de les bannir du pays; les plus modérés se bornaient à proposer leur exclusion de tout emploi public et de les faire descendre à la condition dans laquelle ils avaient tenu les Américains pendant trois siècles. Quant à la forme du gouvernement, un parti prêchait pour une monarchie constitutionnelle avec un Bourbon pour souverain; un second penchait pour une république fédérative, et le dernier pour une république centrale. Tous les partisans de ces différents systèmes travaillaient avec ardeur à l'accomplissement de leurs projets. Telle était la situation des esprits lorsque le vice-roi confia le commandement des troupes du sud au colonel Iturbide, en remplacement d'Armijo, alors malade, à la suite de ses expéditions contre les guérillas de Vicente Guerrero.

Don Augustin Iturbide, né à Valladolid en 1784, était créole; il aimait passionnément son pays; mais en voyant les actes odieux commis par les révolutionnaires, il avait toujours refusé d'entrer dans leurs rangs et les avait combattus avec succès. « Bonaparte en Europe et Iturbide en Amérique sont les deux hommes les plus extraordinaires que l'histoire moderne offre au monde, » écrivait Bolivar à Riva-Aguero, ex-dictateur de la république péruvienne. A quinze ans il entra comme enseigne au régiment provin-

cial de Valladolid. Les officiers créoles qui servaient dans ces régiments ne recevaient point de solde; l'honneur de servir dans l'armée espagnole leur en tenait lieu. En temps de paix leur service militaire se bornait à parader. A la bataille de Las Cruces, la valeur d'Iturbide lui valut le grade de capitaine. Ses autres grades furent également acquis à la pointe de l'épée; devenu colonel, il dispersa les forces de l'avocat Rayon, nommé général, et du padre Torrès, pendit et fusilla nombre de chefs insurgés, parmi lesquels j'ai cité le curé Matamoros. Il se distingua à la bataille de Puruaran, où deux divisions de l'armée de Morelos trompées par l'obscurité de la nuit s'entre-massacrèrent, quand les Espagnols, profitant de ce désastre, anéantirent les forces du curé de Caracuaro. Iturbide obtint ensuite le commandement de l'armée du nord; mais bientôt après, quoique absous par le vice-roi des accusations de violence et de concussion portées contre lui, il dut se démettre de son commandement. Iturbide se retira dans son hacienda, l'âme ulcérée par l'ingratitude des Espagnols. Il y demeura depuis 1816 jusqu'en 1820. Ces quatre années de retraite avaient opéré une révolution dans ses idées. Partisan des opinions nouvelles, il n'était pas resté étranger au mouvement des esprits. Comprenant avec une intelligence lucide les vrais intérêts de sa patrie, il conçut son fameux programme d'Iguala. Sachant qu'il a besoin d'une certaine autorité, de certains moyens d'action pour faire prévaloir ses projets, il va trouver le vice-roi et se fait réintégrer dans le service actif.

Envoyé par Apodaca pour chasser des montagnes du sud Guerrero, le dernier chef de l'insurrection de 1810, qui tenait tête encore aux troupes espagnoles, Iturbide partit de Mexico le 10 novembre 1820, avec son régiment. Guerrero, contre lequel marchait Iturbide, grâce à la maladie d'Armijo, avait été bouvier lorsqu'il se mêla aux indépendants. Après s'être distingué dans tous les combats qu'ils livrèrent jusqu'à la mort de Mina, il se jeta dans les montagnes du sud, non loin des plages brûlantes de l'océan Pacifique et conti-

nua à résister avec succès à toutes les attaques dirigées contre lui.

Dans une marche nocturne, Guerrero, n'ayant avec lui que cent quarante Indiens, à moitié nus et mal armés, débouchait sur un plateau escarpé. Il aperçut au bas de cette position des lueurs rougeâtres indiquant un campement espagnol. Les royalistes étaient au nombre de quinze cents et, ne redoutant aucune attaque, n'avaient pris aucune mesure de sûreté. Guerrero et ses Indiens arrivèrent au milieu du camp endormi, sans éveiller un seul soldat, éteignent les feux et poussent aussitôt des cris épouvantables. Les Espagnols, réveillés en sursaut, ignorant le nombre de leurs ennemis, se défendent mal dans les ténèbres, puis se sauvent dans toutes les directions, laissant à Guerrero un camp abondamment approvisionné et un riche butin.

Loin de vouloir combattre un tel homme, Iturbide songe à s'en faire un appui. Il commence par exposer ses projets aux officiers de son régiment et à ceux des corps disséminés dans divers cantonnements qu'il réunit au sien ; tous s'y rallient avec enthousiasme et les soldats suivent bientôt cet exemple. Il fait demander une entrevue secrète à Guerrero qui s'y rend. Le fameux guerillero, séduit par le plan d'Iturbide, se joint à lui avec ses guérillas. Tous deux se rendent à la petite ville d'Iguala, où, le 24 février 1821, Iturbide proclama le programme suivant, comme sous le nom de Plan d'Iguala :

ART. 1<sup>er</sup>. La nation mexicaine est indépendante de la nation espagnole et de toute autre, même sur ce continent.

ART. 2. Sa religion sera la religion catholique, qui est celle professée par tous ses habitants.

ART. 3. La nation sera une, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

ART. 4. Le gouvernement sera une monarchie constitutionnelle.

ART. 5. Il sera nommé une assemblée composée de personnes jouissant de la plus haute réputation dans les différents partis qui se sont montrés.

ART. 6. Cette assemblée se réunira sous la présidence de Son Excellence le comte del Venadito, vice-roi actuel.

ART. 7. Elle gouvernera au nom de la nation, d'après les lois actuellement en vigueur, et sa principale affaire sera de convoquer, en suivant telles dispositions qu'elle jugera à propos de régler, un congrès pour former une constitution plus convenable au pays.

ART. 8. Sa Majesté Ferdinand VII sera invité à monter sur le trône de cet empire, et, en cas de refus de sa part, on invitera successivement les infants Don Carlos et Don Francisco de Paulo.

ART. 9. Si Sa Majesté Ferdinand VII et ses augustes frères n'acceptent pas cette invitation, la nation sera libre d'appeler au trône impérial tel membre des familles régnantes qu'il lui plaira de choisir.

ART. 10. La confection de la constitution et le serment de l'empereur de l'observer fidèlement devront précéder son entrée dans le pays.

ART. 11. La distinction des castes, établie par les lois espagnoles, et qui en privait quelques-unes des droits de citoyen, est abolie. Tous les habitants du pays sont citoyens et égaux, et les voies de l'avancement sont ouvertes à la vertu et au mérite.

ART. 12. Il sera organisé une armée pour la défense de la religion, de l'indépendance et de l'union, chargée de garantir ces trois grands intérêts, elle sera, en conséquence, appelée l'armée des trois garanties.

ART. 13. Elle jurera solennellement de défendre les bases de ce plan.

ART. 14. Elle observera strictement les ordonnances militaires actuellement en vigueur.

ART. 15. Il n'y aura d'autres promotions que celles qui seront dues à l'ancienneté, ou qui deviendront nécessaires pour le bien du service.

ART. 16. Cette armée sera considérée comme troupes de ligne.

ART. 17. Les anciens partisans de l'indépendance qui adhéreront immédiatement à ce plan seront considérés comme appartenant à cette armée.

ART. 18. Les patriotes et paysans qui adhéreront par la suite seront considérés comme milices provinciales.

ART. 19. Les prêtres séculiers et réguliers demeureront dans la situation où ils se trouvent.

ART. 20. Tous les fonctionnaires publics, tant civils qu'ecclésiastiques, politiques et militaires, qui adhéreront à la cause de l'indépendance, conserveront leurs emplois, sans aucune distinction entre les Américains et les Européens.

ART. 21. Les fonctionnaires de toute espèce qui ne sont point attachés à la cause de l'indépendance, seront dépouillés de leurs emplois et quitteront le territoire, emmenant avec eux leurs familles et leurs effets.

ART. 22. Les commandants militaires se conduiront d'après des instructions générales conformes à ce plan, et qui leur seront transmises sans délai.

ART. 23. Aucun accusé ne sera condamné à une peine capitale par les commandants militaires. Les individus accusés de trahison envers la nation, ce qui est le plus grand crime après celui de trahison envers notre divin Maître, seront transférés à la forteresse de Barrabas, où ils demeureront jusqu'à ce que le congrès ait décidé quelle punition leur doit être infligée.

ART. 24. Comme il est indispensable que ce plan, qui a pour objet le bonheur du pays, soit mis à exécution, tout individu appartenant à l'armée devra le défendre, s'il le faut, jusqu'à la dernière goutte de son sang.

De la ville d'Iguala, le 24 février 1821.

Ce plan, précédé d'une proclamation rédigée dans un excellent esprit de conciliation, répondait parfaitement aux aspirations nationales, aux besoins du moment. Il accordait aux Mexicains le droit de faire les lois qui devaient les ré-

gir, et d'avoir leur gouvernement établi sur leur propre territoire ; il abolissait l'odieuse distinction de castes et donnait aux Espagnols des garanties qui n'étaient point à dédaigner. Il n'est donc pas étonnant de voir toutes les opinions se rallier à ce programme, comme un moyen terme qui devait tout concilier. Le nom d'Iturbide, alors sur toutes les lèvres, devint d'une immense popularité, les Mexicains l'appelaient le « conciliateur ». Les adhésions publiques au plan d'Iguala se multiplièrent bientôt. Un grand nombre de villes le proclament, les régiments indigènes se prononcent ; les soldats de l'indépendance reprennent les armes pour agir avec l'armée libératrice ; Nicolas Bravo reparait sur la scène, le colonel Bustamante soulève Guanajuato ; le général espagnol Celestino Negrete passe du côté des Mexicains ; Vicente Filisola insurge Zitacuaro ; l'armée *trigarante* — des trois garanties — s'augmente de jour en jour d'une manière merveilleuse.

Le parti espagnol ne s'était point corrigé, il persistait dans son système d'illusions ; il ne pouvait se résigner à voir des égaux dans les Mexicains et à ne plus les traiter en vaincus. Son attitude implacable contint un instant l'enthousiasme des populations, par l'effroi qu'elle inspirait. Apodaca ne sut pas ou ne put pas comprimer ce mouvement général ; une émeute, suscitée par les Espagnols, le déposa, sans l'incarcérer, et le remplaça provisoirement par le général Novella. La dernière heure de la domination espagnole venait de sonner ; ses défenseurs ajoutaient la désunion à la faiblesse. Ceci se passait le 5 juillet 1821.

Tandis qu'Iturbide continuait sa marche triomphante, sans effusion de sang, sans pillage, sans qu'il y eût même une larme répandue sur son passage, le colonel Santa-Anna, sur lequel je donnerai bientôt des détails, quittait la Soledad, le 28 mars, à la tête de deux cents vétérans et d'un millier de graciés — *indultados* — de son district. Après avoir proclamé le plan d'Iguala, il battit successivement, dispersa et incorpora, en quelques mois, dans ses bandes, environ dix

mille bons soldats espagnols et créoles, à Cordova, Alvarado, Orizaba, Jalapa, Perote, Puente del Rey, Tuxpam et Vera-Cruz. Il arbora dans ce port, et de ses propres mains, le drapeau tricolore. La province de Vera-Cruz, enthousiasmée, le reconnut pour son chef et son libérateur. Pour protéger Tabasco, il détacha sept cents hommes sous le commandement du lieutenant-colonel D. Juan N. Fernandez, de sorte que cette province et celle du Yucatan adhérèrent en conséquence au plan d'Iguala.

Sur ces entrefaites, débarquait à Vera-Cruz, le 30 juillet 1821, le nouveau vice-roi, envoyé par le gouvernement constitutionnel de Madrid, en remplacement d'Apodaca. C'était le général O'Donoju, ami de Riego et de Quiroga; il n'avait pas de troupes avec lui, et Santa-Anna tenait alors la place rigoureusement assiégée. O'Donoju remarqua bientôt le découragement de la garnison par suite de la défaite qu'elle avait éprouvée sous les murs de la ville le 29 juin, et de l'assaut qu'elle avait soutenu dans la matinée du 7 juillet. Instruit de ce qui se passait dans l'intérieur du pays, il comprit sa position et tâcha d'en tirer le meilleur parti pour l'Espagne. Il demanda au chef assiégeant une entrevue dans laquelle il lui proposa de conclure un traité qui terminerait la guerre et serait basé sur le plan d'Iguala. Santa-Anna qui avait reconnu Iturbide comme généralissime de l'armée trigarante, s'empressa d'écrire à son chef sur ce sujet et de préparer les voies à un arrangement. Iturbide lui répondit longuement, et dans cette lettre on lit les passages suivants : — « Nous avons appris avec joie vos victoires. Je désire vous connaître et vous embrasser... Vous écrivez en habile politique... votre conduite a mon approbation... Je vais me mettre en route pour votre province... Je serai dans la ville de Cordova le plus promptement possible, et j'espère y rencontrer le général O'Donoju; faites-lui entendre que sa personne sera sacrée parmi nous, etc. »

O'Donoju, convaincu de la loyauté d'Iturbide et de Santa-Anna, dit à ce dernier dans une conférence tenue près de l'Ala-

meda de Vera-Cruz : — « N'en parlons plus ; je suis disposé à faire le voyage que vous me proposez, et je suis satisfait d'être accompagné par le vaillant homme qui a attaqué ces murailles. » Et il les lui montrait de la main. O'Donoju et Iturbide arrivèrent à Cordova le même jour, à peu d'heures de distance ; ils eurent ensemble plusieurs conférences préparatoires et signèrent le 24 août le « traité de Cordova. » Ce traité, basé sur le plan d'Iguala, contenait dix-sept articles motivés par la situation présente du Mexique qui s'était déclaré indépendant et possédait une armée capable d'appuyer cette déclaration. Acapulco et Vera-Cruz restaient encore, il est vrai, fidèles au gouvernement, mais, comme Mexico, elles étaient assiégées et ne pouvaient tarder à se rendre. Par ce traité, Ferdinand VII était appelé au trône, à la condition de respecter l'indépendance du pays ; en cas de refus de sa part, la couronne devait être offerte à son frère don Carlos, et en attendant l'élection du souverain, le pouvoir exécutif était confié à un conseil de régence, composé de cinq membres, dont Iturbide et O'Donoju faisaient partie, conjointement avec D. Manuel de la Barcena, D. José Isidro Yañez, et D. Manuel Velasquez de Leon. Pour conclure, je dois ajouter qu'aux conférences de Cordova, il fut résolu qu'un autre infant d'Espagne, Don Carlos Luiz, héritier du grand duché de Lucques, serait substitué à l'archiduc Charles d'Autriche, et que la qualité de membre d'une maison régnante cesserait d'être indispensable chez le candidat que l'Assemblée mexicaine pourrait élever au trône, à défaut de l'acceptation de Ferdinand VII et des trois infants d'Espagne.

La révolution ayant définitivement triomphé, elle produisit ainsi la monarchie constituée par Iturbide, représentant de l'élément créole, par Guerrero, représentant révolutionnaire de la race indienne, et par le vice-roi O'Donoju, représentant du principe de l'autorité, c'est à dire par tous les éléments déchainés la veille dans une lutte à mort. Ce fait paraîtrait étrange s'il n'était point naturel dans un pays

où le système monarchique n'avait cessé de dominer depuis cinq siècles. Il suffit de le signaler aux personnes convaincues des aspirations prétendues du Mexique vers le régime républicain, pour leur montrer sur quelles bases reposent leurs convictions.

Aussitôt après la signature du traité de Cordova, O'Donoju se rendit à Mexico, où il arriva le 26 septembre 1821. Le lendemain 27, Iturbide, à la tête de 16,000 hommes, fit son entrée dans la capitale. Le peuple l'accueillit avec enthousiasme et l'acclama au cri de : — « Vive le libérateur ! » — des monceaux de fleurs tombaient de toutes les fenêtres et jonchaient les rues par où il passait. L'acte de l'indépendance fut officiellement proclamé le lendemain, et comme récompense nationale Iturbide reçut des éloges publics, un million de piastres, vingt lieues carrées de terre et fut nommé généralissime de toutes les forces du nouvel État. Jamais plus beau jour ne brilla sur ce magnifique pays qui devait éprouver tant de malheurs.

## PREMIER EMPIRE

1821-1824

L'assemblée des notables, décrétée par l'article 5 du plan d'Iguala, tint sa première séance le 15 septembre 1821 ; elle déclara, le lendemain 16, — jour devenu fête nationale, — l'indépendance qui ne fut officiellement promulguée que le 28, comme je l'ai déjà dit. Ce même jour, le gouvernement provisoire s'installa ; il commença ses fonctions par nommer D. José Manuel Herrera, ministre des affaires étrangères, D. José Domingo Manso, ministre de la justice, D. Raphaël Perez Maldonado, ministre de finances, D. Antonio Medina, ministre de la guerre, et D. José Maria Fagoaga, président du conseil. O'Donoju, étant mort le 8 octobre, fut remplacé par l'évêque de Puebla, D. Antonio Joaquin Perez.

Lorsque les commissaires du Mexique, envoyés pour offrir le trône à Ferdinand VII, arrivèrent à Madrid, ils y furent très mal reçus. Le roi ne voulait pas abandonner la couronne des Castille pour en prendre une autre, gênée par une constitution. Don Carlos, pensant succéder à son frère qui n'avait pas d'enfant, préféra rester. Don Francisco de Paulo